

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes et des pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et aux estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle concordait avec les états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des actifs et quant à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit se réunit périodiquement avec la direction et les auditeurs indépendants afin de discuter des contrôles internes, de sujets portant sur l'audit et de la présentation de l'information financière. Il revoit également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité d'audit recommande les auditeurs indépendants, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les auditeurs indépendants ont librement accès au comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été audités par les auditeurs indépendants Deloitte s.e.n.c.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.

(signé) Lino A. Saputo, Jr.
Lino A. Saputo, Jr.
Chef de la direction
et Vice-président du conseil

(signé) Louis-Philippe Carrière
Louis-Philippe Carrière, FCPA, FCA
Vice-président exécutif
Finance et administration, et Secrétaire

Le 5 juin 2013

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Saputo inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Saputo inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2013 et 2012, les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Saputo inc. aux 31 mars 2013 et 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*(signé) Deloitte s.e.n.c.r.l / s.r.l.*¹

Le 5 juin 2013
Montréal (Québec)

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116207

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices terminés les 31 mars	2013	2012
Revenus	7 297 677 \$	6 930 370 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration (note 5)	6 436 905	6 099 439
Bénéfice avant intérêts, amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration, dépréciation et impôts sur les bénéfices	860 772	830 931
Amortissement (notes 6 et 7)	116 629	101 943
Coûts d'acquisition (note 16)	9 646	-
Coûts de restructuration (note 22)	32 631	-
Dépréciation du goodwill (note 7)	-	125 000
Intérêts sur la dette à long terme	29 896	23 081
Autres charges financières (note 13)	4 203	1 569
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	667 767	579 338
Impôts sur les bénéfices (note 14)	185 846	198 498
Bénéfice net	481 921 \$	380 840 \$
Résultat par action (note 15)		
Bénéfice net		
De base	2,44 \$	1,89 \$
Dilué	2,41 \$	1,86 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)

Exercices terminés les 31 mars	2013	2012
Bénéfice net	481 921 \$	380 840 \$
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	24 134	31 066
Perte non réalisée sur couvertures de flux de trésorerie ¹ (note 20)	(3 660)	-
Pertes actuarielles ² (note 17)	(11 514)	(21 248)
Autres éléments du résultat global	8 960	9 818
Résultat global	490 881 \$	390 658 \$

¹Après impôts sur les bénéfices de 1 272 \$ (Néant en 2012).

²Après impôts sur les bénéfices de 4 093 \$ (7 661 \$ en 2012).

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Couvertures de flux de trésorerie	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
Solde au début de l'exercice	199 038	629 606 \$	(29 864) \$	- \$	38 836 \$	8 972 \$	1 467 108 \$	2 105 686 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	481 921	481 921
Autres éléments du résultat global	-	-	24 134	(3 660)	-	20 474	(11 514)	8 960
Résultat global								490 881
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	(161 651)	(161 651)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	-	13 701	13 701	-	13 701
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 842	38 468	-	-	-	-	-	38 468
Montant transféré des réserves au capital-actions								
à l'exercice des options	-	9 003	-	-	(9 003)	(9 003)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	3 905	3 905	-	3 905
Actions rachetées et annulées	(4 261)	(13 802)	-	-	-	-	(171 516)	(185 318)
Solde à la fin de l'exercice	196 619	663 275 \$	(5 730) \$	(3 660) \$	47 439 \$	38 049 \$	1 604 348 \$	2 305 672 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012	Capital-actions		Réserves			Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
Solde au début de l'exercice	203 830	617 675 \$	(60 930) \$	33 384 \$	(27 546) \$	1 482 506 \$	2 072 635 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	380 840	380 840
Autres éléments du résultat global	-	-	31 066	-	31 066	(21 248)	9 818
Résultat global							390 658
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(147 053)	(147 053)
Rémunération à base d'actions (note 12)	-	-	-	9 288	9 288	-	9 288
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 270	25 266	-	-	-	-	25 266
Montant transféré des réserves au capital-actions							
à l'exercice des options	-	5 506	-	(5 506)	(5 506)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	1 670	1 670	-	1 670
Actions rachetées et annulées	(5 944)	(18 468)	-	-	-	(223 224)	(241 692)
Actions rachetées et non annulées	(118)	(373)	-	-	-	(4 713)	(5 086)
Solde à la fin de l'exercice	199 038	629 606 \$	(29 864) \$	38 836 \$	8 972 \$	1 467 108 \$	2 105 686 \$

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars CAD)

Aux	31 mars 2013	31 mars 2012
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 177 \$	144 137 \$
Débiteurs	624 553	487 502
Stocks (note 4)	770 158	712 885
Impôts à recevoir (note 14)	2 786	364
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	71 882	54 576
	1 512 556	1 399 464
Immobilisations (note 6)	1 617 195	1 105 205
Goodwill (note 7)	1 569 592	733 527
Marques de commerce et autres actifs incorporels (note 7)	454 876	335 452
Autres éléments d'actif (note 8)	29 962	18 031
Impôts différés (note 14)	9 459	7 441
	5 193 640 \$	3 599 120 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 9)	181 865 \$	166 631 \$
Créditeurs et charges à payer	748 318	571 814
Impôts à payer (note 14)	144 064	163 996
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 10)	152 400	-
	1 226 647	902 441
Dette à long terme (note 10)	1 395 900	379 875
Autres éléments de passif (note 11)	74 101	54 486
Impôts différés (note 14)	191 320	156 632
	2 887 968	1 493 434
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	663 275	629 606
Réserves	38 049	8 972
Bénéfices non distribués	1 604 348	1 467 108
	2 305 672	2 105 686
	5 193 640 \$	3 599 120 \$

Au nom du conseil,

(signé) Emanuele (Lino) Saputo
Emanuele (Lino) Saputo, C.M., O.Q., D^f h.c.
Administrateur

(signé) Tony Meti
Tony Meti
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)

Exercices terminés les 31 mars	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	481 921 \$	380 840 \$
Ajustements pour :		
Rémunération à base d'actions	17 537	10 744
Intérêts et autres charges financières	34 099	24 650
Charge d'impôts sur les bénéfices	185 846	198 498
Amortissement	116 629	101 943
Gain sur la cession d'immobilisations	(53)	(3 313)
Charges de restructuration relatives aux fermetures d'usines	23 820	-
Dépréciation du goodwill	-	125 000
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(12 485)	(7 437)
	847 314	830 925
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(4 425)	(76 192)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	842 889	754 733
Intérêts payés	(34 953)	(25 435)
Impôts sur les bénéfices payés	(162 144)	(206 311)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	645 792	522 987
Investissement		
Acquisition d'entreprise	(1 433 945)	(10 325)
Produit sur la cession du placement de portefeuille	-	27 720
Ajouts aux immobilisations	(178 237)	(118 587)
Produit sur la cession d'immobilisations	901	12 871
Autres éléments d'actif et de passif	(13 719)	1 204
	(1 625 000)	(87 117)
Financement		
Emprunts bancaires	21 884	(5 349)
Produit tiré de l'émission de la dette à long terme	1 198 565	-
Remboursement de la dette à long terme	(38 100)	-
Émission de capital-actions	38 468	25 266
Rachat de capital-actions	(190 404)	(241 692)
Dividendes	(161 651)	(147 053)
	868 762	(368 828)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(110 446)	67 042
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 486	(396)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	144 137	77 491
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	43 177 \$	144 137 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars 2013 et 2012

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options, les unités d'actions et les actions.)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la Société) est une société publique incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers au Canada, aux États-Unis et en Argentine ainsi que des produits de boulangerie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés (états financiers) de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2013 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 5 juin 2013, la publication des états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2013.

NOTE 2 MODES DE PRÉSENTATION

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés annuels de la Société ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS).

BASE DE MESURE

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de continuité de l'exploitation et sont basés sur le principe du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs, tel que décrit dans les principales méthodes comptables.

MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, étant aussi la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au millier le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que des entités sous son contrôle. Le contrôle est défini comme étant le pouvoir (soit directement ou indirectement) de gouverner les politiques financières et d'exploitation d'une entité et d'obtenir des bénéfices provenant de leurs activités. Toutes les transactions et soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de liquidités et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

STOCKS

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les coûts d'emprunt sont alloués à certains types d'inventaires pour lesquels une période de temps substantielle est requise pour atteindre le statut de produits finis.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et toute dépréciation et sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiment	15 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans en fonction du kilométrage parcouru

Lorsque des composantes des bâtiments ou du mobilier, machinerie et équipement sont individuellement significatives, elles sont comptabilisées séparément dans les catégories décrites plus haut.

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de la vente et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations en cours de construction ne sont pas amorties. Des coûts d'emprunt peuvent être capitalisés aux immobilisations qui nécessitent une longue période de préparation avant la mise en service. Ces coûts d'emprunt, si encourus, sont capitalisés au coût de ces immobilisations jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être utilisées.

Les tests de dépréciation des immobilisations sont mis en place au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les dépréciations d'immobilisations sont incluses dans la section « Amortissement » des états consolidés des résultats.

GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée lors d'une acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et est initialement enregistré à cette valeur. Il est subséquemment comptabilisé au coût diminué de toute dépréciation. Les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont initialement enregistrés à la juste valeur à la date de transaction. Les marques de commerce sont subséquemment comptabilisées au coût diminué de toute dépréciation. Les autres actifs incorporels sont subséquemment comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et de toute dépréciation, le cas échéant.

Le goodwill et les marques de commerce ne sont pas amortis. Ils sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une dépréciation. Lorsque le goodwill est testé, les valeurs comptables des UGT ou des groupes d'UGT incluant le goodwill sont comparées à leurs valeurs recouvrables respectives (la plus élevée de la juste valeur moins les coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et toute dépréciation, le cas échéant, est comptabilisée pour l'excédent.

Lorsque les marques de commerce et les autres actifs incorporels avec une durée de vie indéterminée sont testés pour la dépréciation, leurs valeurs comptables (incluant les valeurs comptables des UGT ou groupes d'UGT excluant le goodwill) sont aussi comparées à leurs valeurs recouvrables.

Les autres actifs incorporels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 5 et 15 ans et sont évalués en fonction d'indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière.

Se référer à la section « Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie » de la note 7 pour une discussion des niveaux d'UGT auxquels le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont testés.

DÉPRÉCIATION DES AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont analysés selon des « indicateurs de dépréciation » à chaque période de présentation de l'information financière. Si un tel indicateur est constaté, un test de dépréciation est exécuté pour l'actif ou le groupe d'actifs (établi comme étant un UGT) pour lequel les flux de trésorerie sont largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs. Une dépréciation est enregistrée au bénéfice net quand leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de la vente et la valeur d'utilité.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué au goodwill.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les coûts significatifs d'émission de dette relative au financement d'acquisition d'entreprises sont inclus dans la valeur comptable de la dette et sont amortis sur la durée de celle-ci selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont enregistrés lorsqu'encourus.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi au 31 mars d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et aux meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lesquelles sont fondées sur des valeurs liées au marché, les taux de croissance de la rémunération, l'âge de la retraite et les coûts prévus des soins de santé. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, les intérêts sur les obligations diminués par le rendement prévu sur l'actif sont comptabilisés aux résultats de l'année. Les gains ou pertes actuariels et l'incidence d'un rajustement, le cas échéant, du montant maximal constaté comme actif et l'incidence des montants minimums de renflouement de l'actif, sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement constatés dans les bénéfices non distribués sans reclassement subséquent aux états consolidés des résultats. La charge nette au titre des régimes à cotisations déterminées est généralement équivalente aux cotisations versées par l'employeur.

CONSTATATION DES REVENUS

La Société constate ses revenus lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable, que le recouvrement est raisonnablement assuré et qu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, les frais de référencement et les rabais de publicité.

CONVERSION DES DEVICES

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Conséquemment, les postes du bilan des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur en date des bilans, alors que les postes des états des résultats sont convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. L'écart de change sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, présenté dans les états consolidés du résultat global et les états consolidés des capitaux propres comme réserve, représente le cumul des gains (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements étrangers. La variation des gains (pertes) non réalisés à la conversion des états financiers des établissements étrangers pour les périodes présentées résulte principalement de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en date des bilans pour les éléments d'actifs et de passifs monétaires et les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de revenus et charges. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les gains ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans les coûts d'opération.

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions pour certains employés de la Société. Ces options sont acquises sur une période de cinq ans et expirent dix ans après la date de leur octroi. La juste valeur de chacune des tranches d'un octroi est déterminée séparément et est constatée sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Lors de l'exercice des options, toute contrepartie payée par les employés et la dépense de rémunération à base d'actions enregistrée à la réserve sont créditées au capital-actions.

La Société alloue des unités d'actions différées (UAD) à certains administrateurs éligibles de la Société qui sont basées sur la valeur au marché des actions ordinaires de la Société. Les UAD sont octroyées trimestriellement, sont acquises au moment de l'octroi et confèrent le droit aux administrateurs de recevoir un paiement en trésorerie pour la valeur des UAD qu'ils détiennent suivant la cessation de leurs fonctions comme administrateurs de la Société. La Société enregistre une dépense aux états consolidés des résultats et un passif aux bilans consolidés pour chaque octroi. Le passif et sa dépense associée sont subséquentment réévalués à chaque période de publication de l'information financière.

La Société offre des unités d'actions de performance (UAP) aux cadres dirigeants, qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Le régime d'UAP est non dilutif et il est réglé en trésorerie. Les unités attribuées sont considérées comme des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie. Un passif est comptabilisé au titre des services reçus et ce passif est évalué initialement, à la date d'attribution, à sa juste valeur. Le passif est subséquentment réévalué à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation de la valeur est comptabilisée dans le bénéfice net. La charge de rémunération est comptabilisée sur un cycle de performance de trois ans.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Dans le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est ajusté pour refléter l'effet de la conversion d'actions potentielles pouvant avoir une incidence dilutive et est déterminé séparément pour chaque période de présentation de l'information financière.

CRÉDITS D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Société bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et développement relatifs aux coûts d'opération et aux immobilisations. Ces crédits sont comptabilisés en réduction des coûts d'opération ou des immobilisations.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices représente la somme de l'impôt exigible et différé et est enregistrée aux états consolidés des résultats à l'exception des éléments qui sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global ou directement aux capitaux propres.

Les impôts sur les bénéfices exigibles sont déterminés en fonction des bénéfices imposables de l'exercice et incluent tout ajustement relatif aux impôts exigibles d'années antérieures.

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés sur les différences temporelles existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif, aux bilans consolidés, et sont évalués en fonction des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où les actifs sont réalisés ou que les passifs sont réglés. Un actif d'impôt différé n'est constaté que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la différence temporelle déductible.

ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

La Société classe les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés comme destinés à la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Par ailleurs, pour qu'il puisse être présenté comme destiné à la vente, l'actif non courant ou le groupe destiné à être cédé doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel, sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs ou groupes destinés à être cédés, et sa vente doit être hautement probable. Pour que la vente soit hautement probable, la direction, au niveau approprié, doit s'être engagée à l'égard d'un plan de vente de l'actif ou du groupe destiné à être cédé, et un programme actif pour trouver un acheteur et mener à bien le plan doit avoir été entrepris. De plus, l'actif ou le groupe destiné à être cédé doit être activement commercialisé en vue de la vente à un prix qui est raisonnable par rapport à sa juste valeur actuelle.

Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés qui sont classés comme destinés à la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, et tous les amortissements habituellement comptabilisés relativement à ces immobilisations corporelles ou à ces immobilisations incorporelles sont interrompus.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Subséquemment, les instruments financiers classés comme actifs financiers disponibles à la vente, détenus à des fins de transactions et les instruments financiers dérivés, qu'ils fassent partie ou non d'une relation de couverture, continuent à être évalués à la juste valeur dans le bilan à chaque date de clôture de l'exercice, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode de l'intérêt effectif.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont considérés comme des actifs détenus à des fins de transactions et sont évalués à la juste valeur.
- Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement.
- Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés comme des prêts et créances et sont initialement évalués à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, les autres éléments de passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués au coût après amortissement, à l'exception du passif en lien avec les UAD et les UAP, qui est évalué à la juste valeur des actions aux dates de bilan.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La Société utilise certains instruments dérivés pour couvrir les risques liés aux variations des paiements d'intérêts sur sa facilité de prêt bancaire à terme non garanti et pour couvrir les risques liés au taux de change, notamment des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêts. Les dérivés sont initialement enregistrés à la juste valeur à la date à laquelle les contrats prennent effet et sont subséquemment réévalués à leur juste valeur à chaque date de publication des résultats. Le gain ou la perte en résultant est immédiatement constatée aux résultats, sauf si le dérivé est désigné comme étant un instrument de couverture.

Opérations de couverture

La Société désigne certains instruments de couverture comme des couvertures de flux de trésorerie. Au début de la relation de couverture, la Société constitue une documentation en bonne et due forme concernant ses objectifs et sa stratégie de gestion du risque, ainsi que la durée et la nature des risques couverts, et elle identifie l'élément couvert et l'instrument de couverture.

Les variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie qui représentent des profits ou des pertes sur la partie efficace sont comptabilisées au résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur le bénéfice net. Les variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie qui représentent des gains ou des pertes sur la partie inefficace sont comptabilisées dans le bénéfice net.

La Société évalue de façon formelle, au début de la relation de couverture et trimestriellement par la suite, l'efficacité avec laquelle les instruments de couverture compensent les variations des risques liés aux flux de trésorerie associés à l'élément couvert. Lorsqu'une relation de couverture n'est plus efficace, la Société cesse d'utiliser la comptabilité de couverture, et toute variation subséquente de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le bénéfice net.

Hiérarchie de la juste valeur

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, pour fins de présentation.

Chacun des niveaux est fondé sur la transparence des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs financiers :

- Niveau 1 – Données correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Données utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société requière de la direction de faire preuve de jugement et d'établir des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans le futur. Ces jugements et estimations sont volatiles en raison des changements des facteurs internes et/ou externes et sont continuellement révisés par la direction. Une discussion de ces jugements et estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée plus bas.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS SIGNIFICATIFS

Provision pour mauvaises créances

La direction révisé ses débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et estime les provisions nécessaires pour les montants non recouvrables dans le futur. Cette révision nécessite l'usage de certaines hypothèses et prend en considération certains facteurs tels que l'historique des comptes et les tendances des comptes échus. Dans l'éventualité que les collections futures diffèrent des estimations originales, les résultats futurs seront ajustés en conséquence.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Impôts sur les bénéfices

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreuses juridictions. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la provision d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels les impôts finaux sont incertains. Une provision est comptabilisée si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales en cours. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés à titre de provision, les résultats, les impôts exigibles et les impôts différés sont ajustés dans la période au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

Impôts différés

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts différés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux en vigueur ou pratiquement en vigueur à être appliqués aux bénéfices imposables des années dans lesquelles les différences temporelles seront réalisées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quand à la période finale de règlement des différences temporelles. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur des estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Annuellement, la Société évalue la nécessité d'établir une provision pour moins-value relativement à ses actifs d'impôt différé. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations fiscales pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les écarts temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

Goodwill, marques de commerce, autres actifs incorporels et regroupements d'entreprises

Le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels ont principalement été constatés suite à des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises, laquelle méthode nécessite aussi plusieurs jugements et estimations. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont allouées aux actifs nets acquis incluant les marques de commerce et les autres actifs incorporels. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite alloué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs des actifs nets diffèrent des estimations, les montants alloués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et autres actifs incorporels pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des autres actifs incorporels ayant une durée de vie définie.

Immobilisations

Un jugement critique est nécessaire dans la sélection et l'application des méthodes comptables et durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composantes et leur répartition respective. La direction considère la méthode linéaire comme étant la méthode d'amortissement la plus appropriée, étant donné que les usines fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante (se référer à la note plus haut pour davantage d'informations sur les durées d'utilité des actifs de production). Il est de l'avis de la direction que les durées de vie d'utilité et les méthodes comptables présentées dans le tableau plus haut reflètent l'utilisation normale des actifs de production à long terme disponibles de même que les avantages économiques en découlant.

Dépréciation des actifs

Certains jugements et estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des marques de commerce, des autres actifs incorporels et des autres actifs à long terme. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de la vente) ou une valeur d'utilité. Les estimations établies pour le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont présentées à la note 7. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés. Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la dépense comptable en lien avec les régimes de retraite à prestations déterminées de même que pour l'obligation s'y rattachant, dont le taux de rendement des actifs disponibles pour compenser l'obligation, le taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur comptable de l'obligation, le taux de croissance liés aux soins de santé, le taux de mortalité, etc. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces gains ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

INCIDENCES DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN ŒUVRE

L'*International Accounting Standards Board* (IASB) a procédé à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration continue. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements sont présentés plus bas.

IFRS 7 - Instruments financiers : Informations à fournir et IAS 32 – Instruments financiers : Présentation

L'IASB a publié des modifications à IFRS 7 et IAS 32 en décembre 2011 qui clarifient les exigences pour compenser les actifs et passifs financiers, incluant une révision des exigences sur les informations à fournir pour les actifs et passifs financiers qui sont compensés. Les modifications à IFRS 7 et IAS 32 sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ou du 1^{er} janvier 2014, respectivement.

Les changements apportés en vertu de ces normes ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société en raison du nombre insuffisant d'arrangements compensatoires prévus par ces exigences.

IFRS 9 - Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La publication de cette IFRS représente la phase initiale du projet à long terme et fournit des indications sur la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers.

La direction n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur les états financiers de la Société.

IFRS 10 - États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10 en mai 2011, qui remplace des portions de IAS 27 – États financiers consolidés et individuels. Cette nouvelle norme sera applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et devra être appliquée rétrospectivement. IFRS 10 établit des principes pour la préparation et la présentation des états financiers consolidés et plus spécifiquement identifie le critère pour l'inclusion d'une autre entité dans les états financiers consolidés en établissant le contrôle comme base la plus pertinente pour la consolidation.

Cette norme n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers de la Société étant donné que la Société détient en propriété exclusive les capitaux propres et les participations avec droit de vote de ses filiales.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

L'IASB a publié IFRS 12 en mai 2011 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme exige d'une entité de divulguer de l'information qui permet aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les risques associés à des intérêts détenus dans des filiales, entreprises associées, partenariats et entités structurées non consolidées, de même que les incidences de ces intérêts détenus sur sa situation, sa performance financière et sa trésorerie.

La direction n'envisage aucune incidence significative sur les états financiers de la Société découlant de ces divulgations.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 en mai 2011 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette IFRS définit la juste valeur, délimite en une seule norme un cadre pour son évaluation et exige des informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur.

La direction n'envisage aucune incidence significative sur les états financiers de la Société découlant de la mise en œuvre de cette norme.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IAS 1 - Présentation des états financiers

L'IASB a amendé IAS 1 en juin 2011, incorporant des modifications pour refléter de nouvelles exigences pour la présentation des résultats et du résultat global dans leur état respectif. IAS 1 exige maintenant que les items du résultat global soient classés séparément dans l'état en fonction du reclassement subséquent à l'état des résultats. Ces modifications sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

À la suite de l'adoption de cette norme, l'état du résultat global présentera distinctement les éléments qui seront reclassés dans le bénéfice net et ceux qui seront classés de façon permanente dans le résultat global.

IAS 16, Immobilisations corporelles

L'IASB a modifié IAS 16 en mai 2012, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La norme modifiée exige que les pièces de rechange, le matériel d'entretien et les pièces de sécurité soient présentés comme des immobilisations corporelles lorsqu'ils respectent la définition d'une immobilisation corporelle en conformité avec IAS 16. S'ils ne respectent pas la définition, la norme exige qu'ils soient présentés dans les stocks.

La Société ne s'attend pas à ce que la mise en application de cette norme ait une incidence significative sur ses états financiers.

IAS 19 (modifiée), Avantages du personnel

L'IASB a modifié IAS 19 en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, une société est tenue d'utiliser le même taux d'actualisation pour calculer l'obligation au titre des prestations déterminées et le rendement attendu des actifs du régime. La norme modifiée exige également l'inclusion des charges d'administration dans le coût des services rendus. Les obligations d'information ont également été modifiées de manière à exiger la présentation d'informations supplémentaires sur les régimes de retraite à prestations déterminées, de manière à améliorer la présentation des informations concernant les risques auxquels une société offrant ce type de régime est exposée. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Si IAS 19, dans sa version modifiée, avait été adoptée le 1^{er} avril 2012, son incidence sur les états financiers de la Société au 31 mars 2013 aurait donné lieu à une augmentation d'environ 4 200 000 \$ des charges inscrites au titre des avantages du personnel dans les « Coûts d'opération excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration ».

NOTE 4 STOCKS

	31 mars 2013	31 mars 2012
Produits finis	551 733 \$	467 578 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	220 971	249 098
Perte de valeur des stocks	(2 546)	(3 791)
	770 158 \$	712 885 \$

Le montant de stocks constaté à titre de charge dans les coûts d'opération pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 est de 5 816 940 000 \$ (5 523 298 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2012).

Pour l'exercice 2013, une perte de valeur des stocks de 2 546 000 \$ (3 791 000 \$ au 31 mars 2012) a été constatée à titre de charge dans les « Coûts d'opération, excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration », dans la catégorie « Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours », présentés à la note 5.

NOTE 5 COÛTS D'OPÉRATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT, COÛTS D'ACQUISITION ET DE RESTRUCTURATION

	2013	2012
Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours	(73 306) \$	(28 895) \$
Matières premières et consommables utilisés	5 209 598	4 947 166
Gain de change	(779)	(1 549)
Avantages du personnel	745 975	666 400
Frais de vente	240 363	247 565
Autres frais généraux et d'administration	315 054	268 752
Coûts d'opération totaux	6 436 905 \$	6 099 439 \$

NOTE 6 IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013						
	Terrain	Bâtiment	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 31 mars 2012	35 841 \$	422 822 \$	1 397 380 \$	7 278 \$	- \$	1 863 321 \$
Acquisition d'entreprise (note 16)	9 879	100 287	347 252	-	-	457 418
Ajouts	10 878	62 618	104 531	210	-	178 237
Cessions	(145)	(1 598)	(3 561)	(1 938)	-	(7 242)
Transferts	(634)	(2 657)	(22 819)	(118)	26 228	-
Écart de conversion	367	3 785	7 683	(102)	(1 675)	10 058
Au 31 mars 2013	56 186 \$	585 257 \$	1 830 466 \$	5 330 \$	24 553 \$	2 501 792 \$
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2012	-	142 577	611 989	3 550	-	758 116
Amortissement	-	24 630	84 115	771	-	109 516
Cessions	-	(1 225)	(3 466)	(1 703)	-	(6 394)
Transferts	-	(655)	(9 343)	(118)	10 116	-
Dépréciation	-	-	6 035	-	15 674	21 709
Écart de conversion	-	879	2 048	(40)	(1 237)	1 650
Au 31 mars 2013	- \$	166 206 \$	691 378 \$	2 460 \$	24 553 \$	884 597 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2013	56 186 \$	419 051 \$	1 139 088 \$	2 870 \$	- \$	1 617 195 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012						
	Terrain	Bâtiment	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Ajouts	-	23 208	94 775	604	-	118 587
Cessions	(1)	(15)	(8 986)	(848)	(11 917)	(21 767)
Écart de conversion	299	4 746	15 822	(16)	-	20 851
Au 31 mars 2012	35 841 \$	422 822 \$	1 397 380 \$	7 278 \$	- \$	1 863 321 \$
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2011	-	125 405	535 187	3 603	2 372	666 567
Amortissement	-	15 837	80 205	800	-	96 842
Cessions	-	(3)	(8 986)	(848)	(2 372)	(12 209)
Écart de conversion	-	1 338	5 583	(5)	-	6 916
Au 31 mars 2012	- \$	142 577 \$	611 989 \$	3 550 \$	- \$	758 116 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2012	35 841 \$	280 245 \$	785 391 \$	3 728 \$	- \$	1 105 205 \$

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalise 93 147 000 \$ au 31 mars 2013 (62 386 000 \$ au 31 mars 2012) et celles-ci sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

Les actifs destinés à la vente ont trait principalement à des terrains et des bâtiments au Canada et en Europe en raison de la fermeture de certaines usines et ont été enregistrés au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

NOTE 7 GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2013			2012		
	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total
Goodwill						
Solde au début de l'exercice	689 097 \$	44 430 \$	733 527 \$	674 432 \$	169 430 \$	843 862 \$
Écart de conversion	23 831	-	23 831	11 868	-	11 868
Acquisition d'entreprise (note 16)	812 234	-	812 234	2 797	-	2 797
Dépréciation	-	-	-	-	(125 000)	(125 000)
Solde à la fin de l'exercice	1 525 162 \$	44 430 \$	1 569 592 \$	689 097 \$	44 430 \$	733 527 \$
Marques de commerce						
Solde au début de l'exercice	262 199 \$	2 000 \$	264 199 \$	261 229 \$	2 000 \$	263 229 \$
Écart de conversion	662	-	662	970	-	970
Acquisition d'entreprise (note 16)	4 724	-	4 724	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	267 585 \$	2 000 \$	269 585 \$	262 199 \$	2 000 \$	264 199 \$
Autres actifs incorporels						
Solde au début de l'exercice	71 253 \$	- \$	71 253 \$	75 809 \$	- \$	75 809 \$
Écart de conversion	2 697	-	2 697	545	-	545
Acquisition d'entreprise (note 16)	118 454	-	118 454	-	-	-
Amortissement	(7 113)	-	(7 113)	(5 101)	-	(5 101)
Solde à la fin de l'exercice	185 291 \$	- \$	185 291 \$	71 253 \$	- \$	71 253 \$
Total des marques de commerce et autres actifs incorporels	452 876 \$	2 000 \$	454 876 \$	333 452 \$	2 000 \$	335 452 \$

Par suite de l'acquisition de Morningstar Foods, LLC (l'acquisition de Morningstar) le 3 janvier 2013, la Société a acquis des relations avec les clients d'un montant de 118 454 000 \$ et des appellations commerciales d'un montant de 4 724 000 \$. Les relations avec les clients ont une durée déterminée et elles sont incluses dans les autres immobilisations incorporelles; les appellations commerciales ont une durée indéterminée et elles sont incluses dans les marques de commerce. Les relations avec les clients sont amorties sur 15 ans et elles se composent de relations contractuelles ou à long terme existantes entre la société acquise et ses clients, qui représentent des occasions d'affaires futures possibles. Se reporter à la note 16 pour des informations plus détaillées sur l'acquisition de Morningstar.

Au 31 mars 2013, la valeur comptable brute des autres actifs incorporels est de 210 613 000 \$ (89 342 000 \$ au 31 mars 2012) et l'amortissement cumulé est de 25 322 000 \$ (18 089 000 \$ au 31 mars 2012). De ce montant, la valeur comptable brute des relations avec les clients de Morningstar est de 120 845 000 \$ et l'amortissement cumulé est de 2 032 000 \$.

TESTS DE DÉPRÉCIATION DES UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE

Goodwill

Afin de déterminer si le goodwill est déprécié, la Société doit estimer le montant recouvrable des UGT ou groupes d'UGT auxquels le goodwill est alloué. La direction considère les secteurs qui suivent comme étant des UGT ou groupes d'UGT étant donné qu'ils représentent les plus bas niveaux pour lesquels le goodwill est analysé à des fins internes de la direction. Conséquemment, le goodwill a été alloué à chaque UGT ou groupe d'UGT comme suit :

Allocation du goodwill	31 mars 2013	31 mars 2012
Produits laitiers CEA ¹	269 064 \$	269 410 \$
Produits laitiers USA ²	1 256 098	419 687
Produits d'épicerie	44 430	44 430
	1 569 592 \$	733 527 \$

¹ Canada, Europe et Argentine.

² Inclut le goodwill découlant de l'acquisition de Morningstar Foods, LLC. Se référer à la note 16 pour d'autres détails.

NOTE 7 GOODWILL, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS (SUITE)

Les montants recouvrables pour les Secteurs Produits laitiers CEA et Produits laitiers USA ont été estimés en utilisant un modèle d'évaluation basé sur un multiplicateur de résultats (juste valeur moins les coûts de la vente). Les hypothèses clés utilisées dans ce modèle incluent un multiple des bénéfices, des comparables de l'industrie, appliqué aux résultats les plus récents de la Société. Pour le Secteur Produits d'épicerie, le montant recouvrable a été estimé en utilisant un modèle de flux de trésorerie actualisé (valeur d'utilité) qui inclut des hypothèses clés de flux de trésorerie prévu (sur une période de cinq années), de taux de croissance finaux, de taux d'actualisation avant impôts et de taux d'impôts sur les bénéfices.

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel sur le goodwill au niveau des UGT ou groupes d'UGT pour les Produits laitiers CEA, les Produits laitiers USA et les Produits d'épicerie le 31 mars 2013. Dans tous les cas, les montants recouvrables excédaient leur valeur comptable incluant le goodwill et donc, aucune dépréciation n'a été enregistrée à l'exception de 339 000 \$ en relation avec la fermeture de la Division Europe. Aucun changement n'est raisonnablement possible dans les hypothèses clés pour les Secteurs Produits laitiers CEA et Produits laitiers USA qui pourrait mener à une dépréciation future du goodwill

Le 31 mars 2012, un test de dépréciation mené sur le Secteur Produits d'épicerie avait établi une valeur comptable du Secteur incluant le goodwill excédant sa valeur recouvrable. Conséquemment, une dépréciation de 125 000 000 \$ avait été constatée au bénéfice net et en diminution du goodwill. La dépréciation reflétait une croissance stagnante du marché dans les ventes de petits gâteaux. La dépréciation a été calculée en utilisant un modèle basé sur les flux de trésorerie actualisés qui requière l'estimation de plusieurs hypothèses clés telles que les flux de trésorerie futurs, les taux de croissance finaux, les taux d'actualisation avant impôts et les taux d'impôts sur les bénéfices.

Marques de commerce et autres actifs incorporels

Les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont inclus dans les UGT ou groupes d'UGT comme suit :

Allocation des marques de commerce et autres actifs incorporels	31 mars 2013	31 mars 2012
Produits laitiers CEA ¹	279 004 \$	283 223 \$
Produits laitiers USA	173 872	50 229
Produits d'épicerie	2 000	2 000
	454 876 \$	335 452 \$

¹ Canada, Europe et Argentine

² Inclut les marques de commerces et autres actifs incorporels découlant de l'acquisition de Morningstar Foods, LLC. Se référer à la note 16 pour d'autres détails.

Aux fins des tests de dépréciation des marques de commerce et autres actifs incorporels (pour ceux qui ne sont pas amortissables), les montants recouvrables des UGT ou groupes d'UGT auxquels ils appartiennent ont été estimés en utilisant des flux de trésorerie actualisés (valeur d'utilité) en fonction des principales hypothèses clés suivantes :

- **Flux de trésorerie** : Les prévisions de flux de trésorerie pour une marque de commerce donnée sont basées sur les bénéfices avant intérêt, impôts sur les bénéfices et amortissement et sont ajustés des taux de croissance finaux et des taux d'impôts prévus. La prévision des flux de trésorerie n'excède pas un horizon de cinq années, avec une valeur finale calculée comme étant perpétuelle dans la dernière année.
- **Facteur de croissance** : La direction utilise un taux de croissance final pour ajuster ses prévisions des flux de trésorerie selon les hausses attendues de l'inflation et des revenus des produits exploités sous une marque de commerce.
- **Taux d'actualisation** : Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant des taux d'actualisation avant impôts.

La Société a procédé à un test de dépréciation sur ses marques de commerce et autres actifs incorporels le 31 mars 2013 en utilisant la valeur d'utilité (les flux de trésorerie actualisés) pour établir les montants recouvrables. Les montants recouvrables pour chaque marque de commerce et autres actifs incorporels non sujets à l'amortissement ont ensuite été comparés à leurs valeurs comptables. Dans tous les cas, les montants recouvrables excédaient les valeurs comptables et par conséquent, aucune dépréciation n'a été nécessaire. Pour les actifs incorporels amortissables et ayant une durée de vie définie, il n'existait aucun indicateur de dépréciation pour l'exercice fiscal 2013.

NOTE 8 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2013	2012
Taxes à recevoir	10 058 \$	10 180 \$
Autres	19 904	7 851
	29 962 \$	18 031 \$

NOTE 9 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant utilisé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base	2013	2012
Amérique du Nord-Devise USD	Juillet 2017 ¹	152 400	150 000 USD	- \$	- \$
Amérique du Nord-Devise CAD	Juillet 2017 ¹	375 920	370 000 USD	116 113	149 000
Argentine	Annuelle ²	135 439	683 000 ARS	61 950	16 958
Allemagne	Annuelle ³	6 521	5 000 EUR	2 976	673
Royaume-Uni	Annuelle ³	10 792	7 000 GBP	826	-
		681 072		181 865 \$	166 631 \$

¹ Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

³ Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 10 DETTE À LONG TERME

	2013	2012
Facilité de prêt bancaire à terme non garantie		
Obtenu en décembre 2012 et échéant en décembre 2016 (tranche USD 350 000 000 \$)	317 500 \$	- \$
Obtenu en décembre 2012 et échéant en décembre 2016 (tranche CAD 850 000 000 \$)	850 000	-
Effets de premier rang non garantis ¹		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	50 800	49 875
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
	1 548 300 \$	379 875 \$
Tranche échéant à moins d'un an	152 400	-
	1 395 900 \$	379 875 \$
Les versements de capital sont les suivants :		
Moins de un an	152 400 \$	- \$
1-2 ans	313 200	-
2-3 ans	150 000	159 875
3-4 ans	932 700	-
4-5 ans	-	220 000
Plus de 5 ans	-	-
	1 548 300 \$	379 875 \$

¹ Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

NOTE 10 DETTE À LONG TERME (SUITE)

FACILITÉ DE PRÊT BANCAIRE À TERME NON GARANTI

Des montants de 850 000 000 \$ CA et de 350 000 000 \$ US ont été prélevés sur une nouvelle facilité de prêt bancaire à terme le 3 janvier 2013, afin de financer l'acquisition de Morningstar. La facilité prévoit des remboursements trimestriels de 37 500 000 \$ (150 000 000 \$ par année) ainsi que le remboursement d'un montant de 600 000 000 \$ à l'échéance, le 20 décembre 2016. La facilité porte intérêt à des taux basés sur le taux préférentiel du prêteur majoré jusqu'à un maximum de 1 %, ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon un ratio financier de la Société.

Avec prise d'effet le 4 février 2013, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de fixer le taux pour la durée totale de la facilité de prêt bancaire à terme non garanti. Le taux d'intérêt effectif fixe est de 1,58 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars américains.

NOTE 11 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2013	2012
Avantages du personnel (note 17)	56 110 \$	51 777 \$
Passif au titre du swap dérivé (note 20)	4 932	-
Autres	13 059	2 709
	74 101 \$	54 486 \$

NOTE 12 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur émission.

	31 mars 2013	31 mars 2012
ÉMIS		
196 619 440 actions ordinaires (199 037 565 actions ordinaires en 2012)	663 275 \$	629 606 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013, 1 843 275 actions ordinaires (1 268 760 en 2012) ont été émises pour un montant de 38 468 000 \$ (25 266 000 \$ en 2012) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme une augmentation du surplus d'apport a été transféré au capital-actions à l'exercice de ces options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, le montant transféré à la réserve de rémunération à base d'actions s'élève à 9 003 000 \$ (5 506 000 \$ en 2012).

Dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 15 novembre 2011 et venu à échéance le 14 novembre 2012, la Société était autorisée à racheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 030 630 actions ordinaires. Dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités commencé le 15 novembre 2012 et venant à échéance le 14 novembre 2013, la Société est autorisée à racheter, à des fins d'annulation, un maximum de 9 850 532 actions ordinaires. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013, la Société a racheté 4 261 400 actions ordinaires, à des prix variant entre 39,44 \$ et 49,10 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 171 516 000 \$, a été imputé aux bénéfices non distribués. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2012, la Société a racheté 6 061 700 actions ordinaires, à des prix variant entre 36,46 \$ et 47,57 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 227 937 000 \$, a été imputé aux bénéfices non distribués.

RÉGIME D'OPTION D'ACHAT D' ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime au 31 mars 2013 ne peut dépasser 19 637 095 actions. Au 31 mars 2013, 11 261 164 actions ordinaires peuvent être émises en vertu de ce régime en plus des 8 375 931 actions ordinaires sous-jacentes aux options en circulation. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007 correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

NOTE 12 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	31 mars 2013		31 mars 2012	
		Nombre d'options	Nombre d'options exerçables	Nombre d'options	Nombre d'options exerçables
2003	15,18 \$	-	-	16 660	16 660
2004	11,25 \$	-	-	245 064	245 064
2005	16,53 \$	205 006	205 006	307 307	307 307
2006	18,08 \$	325 312	325 312	479 490	479 490
2007	16,35 \$	517 401	517 401	788 778	788 778
2008	23,09 \$	659 563	659 563	999 514	702 348
2009	27,81 \$	886 992	613 624	1 129 998	562 368
2010	21,40 \$	1 379 093	595 818	1 714 527	487 065
2011	29,32 \$	1 374 698	421 162	1 586 001	262 600
2012	43,22 \$	1 165 370	215 574	1 217 185	-
2013	42,96 \$	1 862 496	-	-	-
		8 375 931	3 553 460	8 484 524	3 851 680

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	2013		2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	8 484 524	25,92 \$	8 674 238	22,62 \$
Options octroyées	1 884 991	42,96 \$	1 244 780	43,22 \$
Options levées	(1 843 275)	20,87 \$	(1 268 760)	19,91 \$
Options annulées	(150 309)	30,93 \$	(165 734)	28,62 \$
Solde à la fin de l'exercice	8 375 931	30,78 \$	8 484 524	25,92 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2013 est de 42,96 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (43,22 \$ en 2012).

La juste valeur des options octroyées durant l'exercice 2013 a été estimée à 10,26 \$ par option (8,96 \$ en 2012) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2013	2012
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	1,63%	2,65%
Durée prévue des options	5,5 ans	5 ans
Volatilité	28,28%	21,66%
Taux de dividendes	1,76%	1,24%

Une charge de rémunération de 13 701 000 \$ (12 029 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2013 et de 9 288 000 \$ (8 235 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2012.

Des options visant l'acquisition de 2 065 269 actions ordinaires à un prix de 51,10 \$ l'action ont été octroyées le 1^{er} avril 2013.

NOTE 12 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Conformément au régime d'unités d'actions différées, tous les administrateurs admissibles de la Société se font annuellement allouer un nombre fixe d'unités d'actions différées, qui sont octroyées sur une base trimestrielle. De plus, les administrateurs admissibles reçoivent une rémunération trimestrielle soit en trésorerie ou en unités d'actions différées, au choix de chaque administrateur. Si un administrateur choisit de recevoir des unités d'actions différées, le nombre d'unités d'actions différées varie car il est établi selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Suivant la cessation des fonctions d'un administrateur de la Société, un paiement en trésorerie égal à la valeur de marché des unités d'actions différées accumulées sera versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une charge dans les Coûts d'opération excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration.

	2013		2012	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Solde au début de l'exercice	255 349	11 533 \$	220 234	10 077 \$
Octroi annuel	19 333	904	18 666	795
Rémunération du conseil	14 320	663	16 449	698
Paiement aux administrateurs	(45 892)	(1 961)	-	-
Augmentation en raison de la variation du prix des actions	-	1 972	-	(37)
Solde à la fin de l'exercice	243 110	13 111 \$	255 349	11 533 \$

Au cours de l'exercice 2013, la Société a renouvelé son contrat à terme de gré à gré sur 220 000 actions ordinaires de Saputo inc. d'une valeur nominale de 11 348 436 \$ (8 957 989 \$ en 2012) dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à son régime d'unités d'actions différées. La Société a comptabilisé un gain de 1 632 389 \$ (gain de 374 946 \$ à l'exercice 2012), qui a donné lieu à la réduction de la charge liée au régime d'unités d'actions différées lors de la réévaluation du contrat à terme de gré à gré sur actions prenant fin en mars 2013, ainsi qu'un gain de 130 724 \$ sur le contrat à terme de gré à gré sur actions renouvelé en mars 2013.

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DE PERFORMANCE

Au cours de l'exercice 2013, la Société a mis en place un régime d'UAP qui, tout comme les options attribuées aux cadres dirigeants, fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme. Le régime d'UAP est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque cycle de performance correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution des UAP, la Société détermine les critères de performance qui doivent être respectés. Après la fin d'un cycle de performance de trois ans, les droits relatifs aux UAP relativement auxquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées correspond au cours actuel des actions ordinaires, multiplié par le nombre d'UAP relativement auxquelles les critères de performance ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles est comptabilisé comme un passif et il est revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge est comprise dans les avantages du personnel et inscrite au poste Coûts d'opération excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration.

	2013		2012	
	Nombre Unités	Passif	Unités	Passif
Solde à l'ouverture	-	- \$	-	- \$
UAP attribuées	67 392	2 120	-	-
UAP annulées	(507)	(12)	-	-
UAP payées	-	-	-	-
Solde à la clôture	66 885	2 108 \$	-	- \$

Le 1^{er} avril 2013, 80 126 unités d'actions de performance ont été attribuées au prix de 51,10 \$ l'unité (42 96 \$ en 2012).

NOTE 13 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	2013	2012
Charges financières	4 719 \$	2 387 \$
Revenus financiers	(516)	(246)
Gain sur une avance intersociétés libellée en devise étrangère	-	(572)
	4 203 \$	1 569 \$

NOTE 14 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2013	2012
Charge d'impôt exigible	150 127 \$	187 601 \$
Charge d'impôt différé	35 719	10 897
Charge d'impôt sur les bénéfices	185 846 \$	198 498 \$

RAPPROCHEMENT DU TAUX D'IMPÔT EFFECTIF

Le taux d'impôt effectif de la Société était de 27,8 % en 2013 (34,3 % en 2012). La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère de celle obtenue par l'application des taux canadiens prévus par la loi en raison des éléments suivants :

	2013	2012
Bénéfice avant impôts	667 767 \$	579 338 \$
Charge d'impôts, calculée aux taux canadiens prévus par la loi de 26,0 % (26,0 % en 2012)	173 532	150 635
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	30 103	29 235
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	143	(293)
Bénéfice découlant de placement dans les filiales	(14 781)	(13 177)
Déduction de fabrication et transformation	(2 842)	(3 968)
Dépréciation du goodwill	-	32 500
Rémunération à base d'actions	2 566	1 868
Effet de la perte canadienne sur radiation des placements en Europe	(7 154)	-
Effet des pertes reportables pour lesquelles aucune charge d'impôt différé n'a été comptabilisée	7 043	660
Ajustement au titre d'exercices antérieurs	(2 670)	3 325
Autres	(94)	(2 287)
Charge d'impôts	185 846 \$	198 498 \$

Au cours de l'année, il n'y a eu aucun changement dans le taux d'imposition prévu par la loi.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES COMPTABILISÉS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les impôts sur les bénéfices comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

	2013	2012
Économie d'impôt différé sur les pertes actuarielles au titre des avantages du personnel	4 093 \$	7 661 \$
Économie d'impôt différé sur la perte non réalisée sur les couvertures de flux de trésorerie	1 272	-
Total des impôts sur les bénéfices comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	5 365 \$	7 661 \$

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES COMPTABILISÉS DANS LES CAPITAUX PROPRES

Les impôts sur les bénéfices sur les items comptabilisés dans les capitaux propres en 2013 et 2012 se détaillent comme suit :

	2013	2012
Économie d'impôts excédentaires découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	3 905 \$	1 670 \$
Total des impôts sur les bénéfices comptabilisés dans les capitaux propres	3 905 \$	1 670 \$

IMPÔTS À RECEVOIR ET IMPÔTS À PAYER

	2012	2012
Impôts à recevoir	2 786 \$	364 \$
Impôts à payer	(144 064)	(163 996)
Impôts à payer (nets)	(141 278) \$	(163 632) \$

NOTE 14 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2013	2012
Actifs d'impôt différé	9 459 \$	7 441 \$
Passifs d'impôt différé	(191 320)	(156 632)
Passifs d'impôt différé (nets)	(181 861) \$	(149 191) \$

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Le mouvement des actifs et passifs d'impôt différé sont présentés ci-dessous :

	Solde au 1er avril 2012	Charge/économie inscrite aux bénéfices nets	Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Acquisitions	Écart de change et autres	Solde au 31 mars 2013
Actifs d'impôt différé						
Créiteurs et charges à payer	19 953 \$	5 396 \$	- \$	3 583 \$	(557) \$	28 375 \$
Pertes fiscales	12 210	(7 058)	-	-	66	5 218
Actif net au titre des régimes de retraite	13 017	(3 462)	4 093	-	22	13 670
	45 180 \$	(5 124) \$	4 093 \$	3 583 \$	(469) \$	47 263 \$
Passifs d'impôt différé						
Stocks	5 099 \$	8 934 \$	- \$	-	76 \$	14 109 \$
Immobilisations	166 861	7 259	-	-	1 642	175 762
Autres	19 911	14 402	(1 272)	3 583	129	36 753
Dette à long terme	2 500	-	-	-	-	2 500
	194 371 \$	30 595 \$	(1 272) \$	3 583 \$	1 847 \$	229 124 \$

	Solde au 1er avril 2011	Charge/économie inscrite aux bénéfices nets	Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Acquisitions	Écart de change et autres	Solde au 31 mars 2012
Actifs d'impôt différé						
Créiteurs et charges à payer	15 144 \$	4 513 \$	- \$	- \$	296 \$	19 953 \$
Pertes fiscales	21 425	(9 686)	-	-	471	12 210
Actif net au titre des régimes de retraite	7 167	(1 844)	7 661	-	33	13 017
	43 736 \$	(7 017) \$	7 661 \$	- \$	800 \$	45 180 \$
Passifs d'impôt différé						
Stocks	22 137 \$	(17 426) \$	- \$	- \$	388 \$	5 099 \$
Immobilisations	150 026	14 183	-	-	2 652	166 861
Autres	15 087	7 123	-	-	(2 299)	19 911
Dette à long terme	2 500	-	-	-	-	2 500
	189 750 \$	3 880 \$	- \$	- \$	741 \$	194 371 \$

NOTE 15 RÉSULTAT PAR ACTION

	2013	2012
Bénéfice net	481 921 \$	380 840 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	197 589 714	201 614 933
Options dilutives	2 731 407	3 352 628
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	200 321 121	204 967 561
Bénéfice de base par action	2,44 \$	1,89 \$
Bénéfice dilué par action	2,41 \$	1,86 \$

Lors du calcul du bénéfice par action dilué pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, aucune option (1 217 185 options pour l'exercice terminé le 31 mars 2012) n'a été exclue du calcul car leur prix d'exercice est inférieur à la valeur de marché moyenne de l'exercice.

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du résultat par action à la date de rachat.

NOTE 16 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 3 janvier 2013, la Société a complété l'acquisition de Morningstar pour une contrepartie en trésorerie totalisant 1 433 945 000 \$, aux termes d'une convention d'acquisition de participation.

Morningstar fabrique une gamme de produits laitiers et non laitiers ayant une durée de conservation prolongée (DCP), notamment de la crème et de la crème à café, des mélanges à crème glacée, de la crème à fouetter, de la crème à fouetter en aérosol, des cafés glacés, de la crème demi-grasse, des produits laitiers à valeur ajoutée, ainsi que des produits de culture bactérienne tels que du fromage cottage et de la crème sure. Ces produits sont fabriqués sous ses propres marques et des marques des clients et sont vendus à l'échelle des États-Unis par l'intermédiaire d'une équipe de vente interne et de représentants indépendants. La clientèle de Morningstar comprend des détaillants, des chaînes de restaurants à service rapide, des épiceries, des magasins grande surface et des distributeurs partout aux États-Unis.

L'acquisition de Morningstar s'ajoute aux activités de la Division Produits laitiers (USA) de Saputo inc. Grâce à cette acquisition, Saputo peut tirer parti du réseau national de fabrication et de distribution de Morningstar. La transaction agrandit l'éventail des produits proposés aux clients américains et élargit les perspectives d'acquisitions futures de Saputo. Les synergies prévues, de même que les avantages liés à une main-d'œuvre regroupée, représentent les principaux facteurs qualitatifs qui composent le goodwill.

Le prix d'achat a été attribué basé sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris comme suit :

		Morningstar Foods, LLC
Actifs acquis	Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 \$
	Débiteurs	71 264
	Stocks	64 985
	Charges payées d'avance et autres actifs	6 661
	Immobilisations corporelles	457 418
	Goodwill	812 234
	Marques de commerce et autres actifs incorporels	123 178
	Autres éléments d'actifs	3 200
Passifs repris	Créditeurs et charges à payer	(96 268)
	Autres passifs	(8 734)
Actifs nets acquis		1 433 945
Contrepartie	Trésorerie	235 380
	Dette à long terme	1 198 565
	Total de la contrepartie	1 433 945

La Société a encouru des coûts d'acquisition de 9 646 000 \$ (6 115 000 \$ après impôts) liés à l'acquisition de Morningstar.

Sur une base annuelle *pro forma*, si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2012, la Société aurait comptabilisé des revenus de 8 558 000 000 \$ et un bénéfice net de 529 797 000 \$. Les résultats *pro forma* annuels ont été tirés des résultats de l'exercice 2013 de la Société et des résultats de Morningstar pour la même période. Les résultats *pro forma* annuels tiennent compte des ajustements liés à l'acquisition qui ont été effectués pour refléter l'amortissement des justes valeurs attribuées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles acquises, et ils reflètent aussi les charges d'intérêts sur la dette liée à l'acquisition. Ces résultats ne tiennent pas compte des avantages synergiques tels que les résultats découlant des nouveaux accords conclus. En conséquence, les revenus et le bénéfice net *pro forma* annuels ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels que la Société aurait comptabilisés si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2012 et ils ne reflètent pas nécessairement les résultats qui pourraient être obtenus dans l'avenir.

Durant l'exercice 2012, un montant de 10 325 000 \$ a été payé afin de finaliser le prix d'achat de l'acquisition de DCI, complétée le 25 mars 2011.

NOTE 17 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre divers régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi, comme des régimes à cotisations déterminées et à prestations déterminées et d'autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi. Conformément à IAS 19 - Avantages du personnel, les avantages postérieurs à l'emploi sont classés comme régimes à cotisations déterminées ou régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées

La Société offre des régimes de retraite à cotisations déterminées auxquels elle participe et auxquels adhèrent plus de 92 % de ses employés actifs. La charge nette de retraite liée à ces types de régimes est généralement égale aux cotisations effectuées par l'employeur et constitue une charge pour l'exercice au cours duquel elle est exigible. Pour l'exercice 2013, la charge au titre des cotisations déterminées pour la Société s'est élevée à 22 434 000 \$, comparativement à 19 150 000 \$ pour l'exercice 2012.

Régimes à prestations déterminées

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels elle participe et auxquels adhère le restant de ses employés actifs. En vertu des dispositions des régimes de retraite à prestations déterminées, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service.

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service et en fonction du taux d'actualisation fondé sur le rendement d'obligations de sociétés de haute qualité ainsi que selon des hypothèses retenues par la direction relativement, entre autres, au taux d'actualisation, au rendement attendu de l'actif des régimes, au taux de croissance de la rémunération et à l'âge de retraite des employés. Toutes ces estimations et évaluations sont préparées avec l'aide de conseillers externes. Les actifs et passifs des régimes ont été évalués au 31 mars avec l'aide des actuaires externes de la Société. La Société offre également d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés admissibles et retraités. En 2014, la Société prévoit verser environ 19 820 000 \$ à ses régimes à prestations déterminées. Le passif net de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi comprend ce qui suit :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2013	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012
Valeur actualisée des obligations financées	251 003 \$	- \$	251 003 \$	229 619 \$	- \$	229 619 \$
Juste valeur de l'actif	218 808	-	218 808	193 221	-	193 221
Valeur actualisée des obligations nettes pour les régimes capitalisés	32 195	-	32 195	36 398	-	36 398
Valeur actualisée des obligations non financées	5 904	11 252	17 156	4 170	10 666	14 836
Valeur actualisée des obligations nettes	38 099	11 252	49 351	40 568	10 666	51 234
Plafonnement de la valeur de l'actif	421	-	421	283	-	283
Incidence des montants minimums de renflouement de l'actif	6 338	-	6 338	260	-	260
Coût des prestations de retraite/avantages constitués au 31 mars	44 858	11 252	56 110	41 111	10 666	51 777
Montant des avantages sociaux dans le bilan						
Passif	44 858	11 252	56 110	41 111	10 666	51 777
Actif	-	-	-	-	-	-
Passif net	44 858 \$	11 252 \$	56 110 \$	41 111 \$	10 666 \$	51 777 \$

Les variations à la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations déterminées sont les suivantes :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2013	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012
Obligations au titre des régimes à prestations déterminées, en début d'exercice	233 789 \$	10 666 \$	244 455 \$	209 873 \$	10 292 \$	220 165 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 204	24	5 228	4 075	19	4 094
Cotisations des participants au régime	789	-	789	776	-	776
Charge d'intérêts	10 905	488	11 393	11 234	547	11 781
Pertes actuarielles	17 292	765	18 057	23 745	449	24 194
Acquisition d'entreprise	2 927	-	2 927	-	-	-
Écarts de change	177	8	185	98	10	108
Prestations payées	(14 176)	(699)	(14 875)	(16 012)	(651)	(16 663)
Obligations au titre du régime à prestations déterminées, en fin d'exercice	256 907 \$	11 252 \$	268 159 \$	233 789 \$	10 666 \$	244 455 \$

NOTE 17 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

Les variations à la juste valeur des actifs du régime sont les suivantes :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2013	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012
Juste valeur de l'actif des régimes, en début d'exercice	193 221 \$	- \$	193 221 \$	196 719 \$	- \$	196 719 \$
Rendement attendu	12 657	-	12 657	13 092	-	13 092
Gains (pertes) actuariels	8 666	-	8 666	(10 991)	-	(10 991)
Part de l'employeur	15 750	699	16 449	9 569	651	10 220
Cotisations des participants	789	-	789	776	-	776
Acquisition d'entreprise	1 780	-	1 780	-	-	-
Écarts de change	121	-	121	68	-	68
Prestations payées	(14 176)	(699)	(14 875)	(16 012)	(651)	(16 663)
Juste valeur de l'actif des régimes, en fin d'exercice	218 808 \$	- \$	218 808 \$	193 221 \$	- \$	193 221 \$

Pour l'exercice 2013, le rendement réel de l'actif du régime est un gain de 21 323 000 \$, comparativement à un gain de 2 101 000 \$ pour l'exercice 2012.

La juste valeur de l'actif des régimes, qui n'inclut pas d'actif de la Société, se compose comme suit :

	31 mars 2013	31 mars 2012
Obligations	42%	46%
Instruments de capitaux propres	55%	52%
Trésorerie et placements à court terme	3%	2%
	100%	100%

Les charges constatées ci-dessous sont incluses dans les « Coûts d'opération, excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration » dans la catégorie « Avantages du personnel » (se reporter à la note 5) et sont présentés en détail ci-dessous :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2013	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012
Coûts des services pour l'employeur	5 204 \$	24 \$	5 228 \$	4 075 \$	19 \$	4 094 \$
Charge d'intérêts	10 905	488	11 393	11 234	547	11 781
Rendement attendu de l'actif des régimes	(12 657)	-	(12 657)	(13 092)	-	(13 092)
Charges au titre des régimes à prestations déterminés	3 452 \$	512 \$	3 964 \$	2 217 \$	566 \$	2 783 \$

La Société a choisi de comptabiliser hors résultats les écarts actuariels (gains et pertes) à la période pendant laquelle ils surviennent, en ce qui a trait à la totalité de ses régimes à prestations déterminées. Ces gains et pertes actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global et présentés ci-dessous :

	Régime de retraite	Autre	31 mars 2013	Régime de retraite	Autre	31 mars 2012
Pertes nettes au cours de l'exercice	(8 626) \$	(765) \$	(9 391) \$	(34 736) \$	(449) \$	(35 185) \$
Incidence du plafonnement de la valeur de l'actif	(138)	-	(138)	462	-	462
Incidence du passif supplémentaire au titre des montants minimums de renflouement de l'actif	(6 078)	-	(6 078)	5 814	-	5 814
Montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	(14 842)	(765)	(15 607)	(28 460)	(449)	(28 909)
Montant cumulatif en début d'exercice	(33 461)	(940)	(34 401)	1 275	(491)	784
Pertes nettes au cours de l'exercice	(8 626)	(765)	(9 391)	(34 736)	(449)	(35 185)
Montant cumulatif en fin d'exercice	(42 087) \$	(1 705) \$	(43 792) \$	(33 461) \$	(940) \$	(34 401) \$

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul des obligations au titre des avantages à la date du bilan sont les suivantes :

	31 mars 2013	31 mars 2012
Taux d'actualisation	4,22%	4,74%
Augmentations salariales futures	3,00%	3,00%

NOTE 17 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (SUITE)

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul du coût périodique net des régimes de retraite sont énoncées ci-après :

	31 mars 2013	31 mars 2012
Taux d'actualisation	4,74%	5,49%
Rendement attendu de l'actif des régimes	6,50%	6,75%
Augmentations salariales futures	3,00%	3,00%

Aux fins de mesure, un taux annuel de 5,23 % à 9,00 % d'augmentation a été utilisé pour l'évaluation des coûts des avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires pour l'exercice. L'hypothèse posée est que ce taux diminuera graduellement à 5,03 % jusqu'en 2018. En comparaison, au cours de l'exercice précédent, le taux annuel utilisé pour l'exercice était de 4,87 % à 10,00 % et ce taux devait, selon l'hypothèse, diminuer graduellement à 4,87 % jusqu'en 2017.

Plusieurs facteurs sont pris en compte dans l'élaboration de prévisions concernant le rendement à long terme de l'actif des régimes. Parmi ces facteurs, en ce qui a trait aux régimes de retraite à prestations déterminées, il faut prendre en compte le taux de rendement historique des principaux indices boursiers et obligataires ainsi que les taux de rendement attendus à long terme, selon les prévisions des conseillers en placement des régimes de retraite.

Le taux tendanciel du coût des soins médicaux a une incidence sur les montants constatés dans les résultats. Une variation d'un point de pourcentage du taux tendanciel du coût des soins médicaux n'aurait qu'une faible incidence sur les coûts et obligations.

L'historique de la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, de la juste valeur de l'actif des régimes, des déficits des régimes et tout rajustement lié à l'expérience des régimes sont présentés ci-dessous :

	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2011
Valeur actualisée au titre des régimes à prestations déterminées	(268 159) \$	(244 455) \$	(220 165) \$
Juste valeur de l'actif du régime	218 808	193 221	196 719
Déficit	(49 351) \$	(51 234) \$	(23 446) \$
Ajustement liés à l'expérience : (augmentation)/diminution des passifs du régime	(1 836) \$	(2 937) \$	(359) \$
Ajustement liés à l'expérience : (diminution) de l'actif du régime	8 666 \$	(10 991) \$	4 544 \$

NOTE 18 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

CONTRATS DE LOCATION

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et du matériel roulant. Les loyers minimaux exigibles pour les exercices futurs s'établissent comme suit :

Moins de 1 an	21 736 \$
1 à 2 ans	16 103
2 à 3 ans	12 549
3 à 4 ans	8 520
4 à 5 ans	6 890
Plus de 5 ans	18 615
	84 413 \$

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2017. Si la valeur de marché des actifs loués, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser les bailleurs pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnisation potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

NOTE 18 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (SUITE)

RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations ou avis de cotisations des autorités fiscales dans différentes juridictions. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou avis de cotisations n'aura aucune incidence importante sur ses résultats ou sa situation financière.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnité peuvent toucher des violations de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnité sont de durées variées. Au 31 mars 2013, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendent d'événements futurs, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnité important par le passé et, aux 31 mars 2013 et 31 mars 2012, elle n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnités.

NOTE 19 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société reçoit des biens et services de location, déplacement, transport, logement et des services de gestion de sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal ou fournit ces biens et services à ces sociétés. Ces opérations, qui ne sont pas significatives pour la position financière ou les résultats financiers de la Société, ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la juste valeur, qui est la valeur marchande de transactions similaires.

Les transactions avec les principaux dirigeants (salaires, bonus, options et paiements en regard des régimes d'UAP et d'UAD) sont aussi considérées comme étant des opérations entre parties liées. La direction définit les principaux dirigeants comme étant les membres de la haute direction visés : le chef de la direction, le chef des finances et les trois membres de la haute direction les mieux rémunérés de la Société, faisant partie des personnes ayant la responsabilité et l'autorité pour contrôler, superviser et planifier les activités de la Société, de même que les administrateurs de la Société.

Les opérations entre parties liées durant l'année sont résumées ainsi :

	2013	2012
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	\$ 19 497	\$ 2 587
Principaux dirigeants		
Administrateurs	2 355	2 293
Membres de la haute direction visés	11 944	10 043
	\$ 33 796	\$ 14 923

Les transactions entre parties liées pour l'exercice 2013 comprennent l'acquisition de terrains et de bâtiments détenus par une partie liée, pour un montant totalisant 16 400 000 \$. La propriété acquise abritera les activités de distribution regroupées de la région du Grand Montréal ainsi que les bureaux administratifs de la Division Produits laitiers (Canada). La transaction a été comptabilisée à la juste valeur.

Les produits laitiers et les autres services fournis par la Société ont été les suivants :

	2013	2012
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	\$ 370	\$ 405

NOTE 19 OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer liés aux transactions mentionnées plus haut sont résumés ainsi :

	Débiteurs		Créditeurs et charges à payer	
	31 mars 2013	31 mars 2012	31 mars 2013	31 mars 2012
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	\$ 43	\$ 29	\$ 32	\$ 33
Principaux dirigeants				
Administrateurs	-	-	13 111	11 534
Membres de la haute direction visés	-	-	9 397	7 359
	\$ 43	\$ 29	\$ 22 540	\$ 18 926

Les montants à payer aux administrateurs consistent entièrement en des soldes payables en vertu du régime d'UAD. Se référer à la note 12 pour des renseignements supplémentaires. Les montants à payer aux membres de la haute direction visés consistent en des avantages du personnel à court terme, des attributions à base d'actions et des avantages postérieurs à l'emploi.

L'information qui suit est un sommaire des principales filiales de Saputo inc. :

	Pourcentage détenu
Saputo Cheese USA Inc.	100%
Saputo Produits Laitiers Canada S.E.N.C.	100%
Saputo Dairy Foods USA, LLC	100%
Molfino Hermanos S.A.	100%

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération, pour des transactions avec les principaux dirigeants de la Société, est résumée comme suit :

	2013	2012
Administrateurs		
Rémunération par des paiements en espèces	788 \$	800 \$
Attributions à base d'actions	1 567	1 493
	2 355 \$	2 293 \$
Membres de la haute direction visés		
Avantages à court terme du personnel	7 931 \$	7 928 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	808	1 001
Attributions à base d'actions	3 205	1 114
	11 944 \$	10 043 \$
Rémunération totale	14 299 \$	12 336 \$

NOTE 20 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le risque de marché inclut le risque de prix (dont le risque de prix des marchandises), le risque de taux de change ainsi que le risque de taux d'intérêt. Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de procédures de contrôle.

La Société réalise des transactions utilisant des instruments financiers dérivés dans le but de réduire ou couvrir les risques en accord avec ses objectifs et stratégies en regard de ces risques. La Société ne réalise pas ces transactions à des fins spéculatives.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont potentiellement assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les équivalents de trésorerie et les débiteurs.

NOTE 20 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés de dépôts à court terme. Aucun équivalent de trésorerie n'est constitué d'actifs soutenus par du papier commercial. La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées.

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les débiteurs, compte tenu de la diversité et l'ampleur de sa clientèle et de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des débiteurs aux 31 mars 2013 et 31 mars 2012. Toutefois, deux clients représentaient plus de 10 % du total des ventes consolidées pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, soit 11,2 % et 10,7 % (12,1 % et 10,1 % en 2012).

La provision pour créances douteuses ainsi que les débiteurs échus sont revus par la direction à toutes les dates de bilan. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité des débiteurs en fonction du solde de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus. Les débiteurs sont radiés une fois déterminés comme étant non recouvrables.

En moyenne, 10 % des débiteurs de la Société sont considérés comme échus au-delà des termes standards, mais ne sont pas dépréciés. La valeur comptable des débiteurs est réduite par la provision pour créances douteuses et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état des résultats dans les coûts d'opération. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts d'opération dans l'état des résultats. Cependant, la direction ne croit pas que ces provisions soient significatives.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère ses liquidités en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel que mentionné à la note 21 relativement à la gestion du capital. De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie actuels et projetés. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses en capital de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

RISQUE DE TAUX D'INTERÊT

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses obligations financières, qui portent intérêt à des taux variables.

Les emprunts bancaires portent intérêt à des taux qui varient, et la Société est en conséquence exposée au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts. Les billets de premier rang portent intérêt à des taux fixes, et, par conséquent, aucun risque de taux d'intérêt n'est lié à ces flux de trésorerie.

Le prêt bancaire à terme porte intérêt à des taux variables, et la Société est en conséquence exposée au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts. En raison de ce risque de taux d'intérêt, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt le 4 février 2013 pour la durée totale de la facilité de prêt bancaire à terme, en vertu desquels la Société a convenu d'échanger des paiements d'intérêts variables contre des paiements à taux fixes à des intervalles donnés. La valeur nominale sur laquelle les swaps sont basés correspond aux montants impayés en vertu de la facilité de prêt bancaire à terme non garanti. Le taux d'intérêt effectif fixe est de 1,58 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars américains. Se reporter à la note 10 pour des informations plus détaillées sur la facilité de prêt bancaire à terme non garanti. La Société a désigné ces swaps de taux d'intérêt comme des couvertures de flux de trésorerie liées au risque de taux d'intérêt, conformément à sa stratégie de gestion du risque.

Le 31 mars 2013, les couvertures de flux de trésorerie liées au risque de taux d'intérêt ont été évaluées comme étant très efficaces et une perte non réalisée de 3 660 000 \$ (nette des impôts de 1 272 000 \$) a été comptabilisée aux autres éléments du résultat global. Les montants comptabilisés dans l'état du résultat global sont transférés dans l'état des résultats afin de compenser les intérêts sur la dette à long terme lorsque les charges d'intérêts sont comptabilisées dans le bénéfice net.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, les charges d'intérêts sur la dette à long terme ont totalisé 29 896 000 \$ (23 081 000 \$ au 31 mars 2012). Les intérêts courus au 31 mars 2013 se sont établis à 6 836 000 \$ (6 683 000 \$ au 31 mars 2012).

NOTE 20 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Au 31 mars 2013, le montant net exposé aux fluctuations de taux à court terme était d'environ 181 865 000 \$. Selon ce risque, une augmentation hypothétique de un point de pourcentage du taux d'intérêt aurait une incidence défavorable d'environ 1 313 000 \$ sur le bénéfice net, et une diminution hypothétique de un point de pourcentage, une incidence équivalente, mais contraire.

RISQUE DE TAUX DE CHANGE

La Société exerce ses activités dans différents pays et est exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont transigées en devises autres que la devise opérationnelle de l'entité de la Société faisant partie de la transaction. La Société possède des contrats en devises étrangères en cours en date du bilan pour l'achat de 700 000 euros (5 500 000 dollars US en 2012).

La Société est principalement touchée par la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une dépréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour une appréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat global.

	2013	2012
Variation du bénéfice net	1 599 \$	1 485 \$
Variation du résultat global	22 852 \$	12 817 \$

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

La Société conclut occasionnellement des contrats afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. À la date du bilan, les contrats en cours ont une juste valeur positive approximative de 175 000 \$ (juste valeur négative approximative de 782 000 \$ au 31 mars 2012). La Société n'utilise pas de comptabilité de couverture pour ces transactions.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers ayant des échéances à court terme correspond à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent les trésoreries et équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les autres charges à payer. Le tableau ci-dessous montre les justes valeurs et les valeurs comptables des autres instruments financiers aux 31 mars 2013 et 31 mars 2012. Les justes valeurs sont déterminées selon des estimations, par conséquent, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans l'éventualité d'un règlement des instruments.

	31 mars 2013		31 mars 2012	
	Juste valeur	Valeur Comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Autres actifs répondant à la définition d'un instrument financier	198 \$	204 \$	1 550 \$	1 620 \$
Dette à long terme	1 583 380	1 548 300	427 428	379 875
Swap dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	(4 932)	(4 932)	-	-

Le tableau qui suit présente le sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan consolidé au 31 mars 2013, classés selon la hiérarchie présentée à la note 3.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 177 \$	- \$	- \$	43 177 \$
Passif au titre de swap dérivé	-	-	(4 932)	(4 932)
	43 177 \$	- \$	(4 932) \$	38 245 \$

Les justes valeurs des autres actifs, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés sont établies à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie basés sur les données du marché à la date de bilan et sont aussi obtenues des institutions financières. Lorsque cela est possible, ces modèles utilisent des données observables fondées sur le marché, y compris les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité de certains prix ou taux et les écarts de taux. Dans certains cas, aucune donnée observable fondée sur le marché n'est disponible. Dans ces cas, les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fondées sur le jugement. La Société n'utilise pas de données non observables qui pourraient avoir une incidence importante sur l'évaluation de l'ensemble de la juste valeur. Les estimations des justes valeurs dépendent dans une large mesure d'hypothèses, incluant le montant et l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs et les taux d'actualisation. Les opérations sur dérivés de la Société sont comptabilisées sur une base de juste valeur.

NOTE 21 GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre sa stratégie de croissance et ainsi pouvoir effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel est de fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. De plus, la Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, un investissement responsable de son capital.

Le capital de la Société est composé de dette nette et de capitaux propres. La dette nette est composée d'emprunts bancaires ainsi que de dettes portant intérêt, nets de la trésorerie et équivalents de trésorerie. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer les acquisitions.

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur les capitaux propres. Aux 31 mars 2013 et 31 mars 2012, les ratios de la dette nette sur les capitaux propres s'établissaient comme suit :

	2012	2012
Emprunts bancaires	181 865 \$	166 631 \$
Dette à long terme	1 548 300	379 875
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(43 177)	(144 137)
Dette nette	1 686 988 \$	402 369 \$
Capitaux propres	2 305 673 \$	2 105 686 \$
Dette nette sur les capitaux propres	0,73:1	0,19:1

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle des ratios financiers et au 31 mars 2013, la Société respecte ses ratios.

La Société n'est assujettie à aucune exigence sur son capital de la part d'un organisme de réglementation.

NOTE 22 COÛTS DE RESTRUCTURATION

Dans le cadre de ses efforts continus visant à améliorer l'efficacité opérationnelle et à restructurer ses activités, la Société a annoncé, au cours de l'exercice 2013, la fermeture de certaines usines situées au Canada et en Europe.

Le 25 février 2013, la Société a annoncé la fermeture de ses usines de fabrication de fromage situées à Heiden, en Allemagne, et à Newcastle Emlyn, au pays de Galles (les usines situées en Europe) au début de l'exercice 2014. L'usine en Allemagne se spécialise dans les fromages italiens de spécialité pour le marché de détail, et celle du Royaume-Uni produit de la mozzarella pour le marché de la restauration. En raison de cette restructuration, la Société a engagé des coûts de séparation de 3 372 000 \$ payables aux dates de fermeture prévues, d'autres coûts de fermeture de 2 807 000 \$, des charges de dépréciation de 15 674 000 \$ au titre des immobilisations corporelles et des charges de dépréciation de 339 000 \$ au titre du goodwill, de manière à comptabiliser les actifs au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La Société a également procédé à une restructuration au Canada. En novembre 2012, elle a avisé ses employés de l'usine de Winkler, au Manitoba, qu'elle compte fermer cette usine en janvier 2014. Le 14 mars 2013, la Société a annoncé qu'elle compte fermer son usine de fabrication de fromage de Warwick, au Québec, en juin 2014. La production de cette usine sera intégrée à celle d'autres usines situées au Québec. Relativement à ces activités de restructuration, la Société a engagé des coûts de séparation de 4 404 000 \$, ainsi que des charges de dépréciation de 6 035 000 \$ au titre de la comptabilisation de ses immobilisations corporelles au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les coûts de restructuration et les autres charges liées aux fermetures d'usines dont il est fait mention ci-dessus représentent les meilleures estimations de la direction quant aux charges qui doivent être engagées pour restructurer ces activités. Les passifs liés aux coûts de séparation ont été classés comme des provisions et inscrits dans les passifs à court et à long terme au bilan.

NOTE 23 INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs : le Secteur Produits laitiers et le Secteur Produits d'épicerie.

Le Secteur Produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage, de lait nature et d'ingrédients laitiers. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, en Europe, en Argentine (CEA) et aux États-Unis (USA).

Le Secteur Produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de distribution, principalement de petits gâteaux.

Ces Secteurs sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente une unité d'affaires stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les méthodes comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 3 portant sur les principales méthodes comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

Information sur les secteurs d'activité

	2013			2012		
	CEA	USA	Total	CEA	USA	Total
Revenus ¹						
Produits laitiers	4 091 356 \$	3 069 179 \$	7 160 535 \$	4 054 516 \$	2 741 813 \$	6 796 329 \$
Produits d'épicerie	137 142	-	137 142	134 041	-	134 041
	4 228 498 \$	3 069 179 \$	7 297 677 \$	4 188 557 \$	2 741 813 \$	6 930 370 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement, acquisition, restructuration, dépréciation et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	498 967 \$	347 859 \$	846 826 \$	514 786 \$	303 405 \$	818 191 \$
Produits d'épicerie	13 946	-	13 946	12 740	-	12 740
	512 913 \$	347 859 \$	860 772 \$	527 526 \$	303 405 \$	830 931 \$
Amortissement						
Produits laitiers	55 822 \$	53 901 \$	109 723 \$	52 574 \$	43 670 \$	96 244 \$
Produits d'épicerie	6 906	-	6 906	5 699	-	5 699
	62 728 \$	53 901 \$	116 629 \$	58 273 \$	43 670 \$	101 943 \$
Coûts d'acquisition			9 646			-
Coûts de restructuration			32 631			-
Dépréciation du goodwill			-			125 000
Charges financières, nettes			34 099			24 650
Bénéfice, avant impôts						
sur les bénéfices			667 767			579 338
Impôts sur les bénéfices			185 846			198 498
Bénéfice net			481 921 \$			380 840 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 23 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Information géographique

	2013				2012			
	Canada	Argentine et Europe	USA	Total	Canada	Argentine et Europe	USA	Total
Revenus ¹								
Produits laitiers	3 595 881 \$	495 475 \$	3 069 179 \$	7 160 535 \$	3 547 218 \$	507 298 \$	2 741 813 \$	6 796 329 \$
Produits d'épicerie	137 142	-	-	137 142	134 041	-	-	134 041
	3 733 023 \$	495 475 \$	3 069 179 \$	7 297 677 \$	3 681 259 \$	507 298 \$	2 741 813 \$	6 930 370 \$
Variations aux actifs long terme								
Produits laitiers	27 341 \$	15 767 \$	1 436 995 \$	1 480 103 \$	1 068 \$	5 259 \$	26 710 \$	33 037 \$
Produits d'épicerie	1 325	-	-	1 325	(119 914)	-	-	(119 914)
	28 666 \$	15 767 \$	1 436 995 \$	1 481 428 \$	(118 846) \$	5 259 \$	26 710 \$	(86 877) \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

	31 mars 2013				31 mars 2012			
	Canada	Argentine et Europe	USA	Total	Canada	Argentine et Europe	USA	Total
Actif total								
Produits laitiers	1 641 628 \$	269 649 \$	3 151 454 \$	5 062 731 \$	1 721 018 \$	255 647 \$	1 494 602 \$	3 471 267 \$
Produits d'épicerie	130 909	-	-	130 909	127 853	-	-	127 853
	1 772 537 \$	269 649 \$	3 151 454 \$	5 193 640 \$	1 848 871 \$	255 647 \$	1 494 602 \$	3 599 120 \$
Valeur comptable des immobilisations								
Produits laitiers	462 776 \$	87 683 \$	1 005 942 \$	1 556 401 \$	437 192 \$	74 037 \$	534 507 \$	1 045 736 \$
Produits d'épicerie	60 794	-	-	60 794	59 469	-	-	59 469
	523 570 \$	87 683 \$	1 005 942 \$	1 617 195 \$	496 661 \$	74 037 \$	534 507 \$	1 105 205 \$
Passif total								
Produits laitiers	1 854 804 \$	140 988 \$	850 468 \$	2 846 260 \$	1 131 368 \$	106 467 \$	208 405 \$	1 446 240 \$
Produits d'épicerie	41 708	-	-	41 708	47 194	-	-	47 194
	1 896 512 \$	140 988 \$	850 468 \$	2 887 968 \$	1 178 562 \$	106 467 \$	208 405 \$	1 493 434 \$
Goodwill								
Produits laitiers	269 064 \$	- \$	1 256 098 \$	1 525 162 \$	269 064 \$	346 \$	419 687 \$	689 097 \$
Produits d'épicerie	44 430	-	-	44 430	44 430	-	-	44 430
	313 494 \$	- \$	1 256 098 \$	1 569 592 \$	313 494 \$	346 \$	419 687 \$	733 527 \$

NOTE 24 DIVIDENDES

Durant l'exercice terminé le 31 mars 2013, la Société a payé des dividendes totalisant 161 651 170 \$, soit 0,84 \$ par action (147 052 820 \$ soit 0,76 \$ par action durant l'exercice terminé le 31 mars 2012).